

Un débat "centrale" pour plus de 600 personnes

L'ADPSE a remis le couvert, hier, dans les rues de Sarreguemines, en organisant une nouvelle manifestation contre le projet Hambrégie. Plus de 600 personnes se sont réunies, dont nombre d'élus...

Selon la formule consacrée, ils étaient 600 (et même précisément 620) selon les autorités, et 800 selon les organisateurs, à battre le pavé sarregueminois, hier, sous le soleil, pour manifester leur hostilité au projet Hambrégie. Parmi eux, nombre d'élus, en campagne ou non pour les cantonales. Les candidats étaient plus d'une dizaine, à une semaine du scrutin, à s'afficher, avec drapeau et banderoles. Le débat est en effet central dans cette campagne. L'ADPSE, qui appelait au mouvement, s'est toujours dite apolitique, et l'on ne saurait réellement reprocher à des élus de se mobiliser pour une cause. Mais tout de même, la manifestation avait une indéniable couleur...

Les organisateurs attendaient plus de monde, mais le "score" n'est pas si mauvais si, comme ils le pensent, les citoyens pensent le dossier plié. Pourtant, et ils l'ont martelé hier, rien n'est encore joué. Sans cette mobilisation, Direct Energie aurait déjà largement entamé les travaux, mais il n'y a pas eu le moindre coup de pelle pour l'heure. Et pour cause, l'association a multiplié les recours et la justice est rarement prompte à trancher...

Mépris, collusion et pollution

Devant la gare, puis devant la sous-préfecture, le même discours a été prononcé. On y parle de mépris, des élus, des préfets (ancien et actuel), et même du tribunal de grande instance de Sarreguemines, qui a classé "l'affaire" du PLU



Ils étaient moins nombreux que d'habitude, mais les organisateurs ne pouvaient être déçus de la participation à cette nouvelle manifestation contre la centrale. Photo Thierry NICOLAS

d'Hambach. On avance la célèbre théorie du complot, ou plutôt de « collusion entre le gouvernement, les dirigeants de la Case et Direct Energie ». Tout ça pour l'appât du gain, pour « un petit cercle ». Pour Direct Energie, c'est évident. Pour la Casc, il y aura des retombées financières (dont elle ne sera pas la seule bénéficiaire). Mais il y a la pollution,

équivalente, disent les opposants, à « deux millions de véhicules », entraînant nombre de maladies. « Nous refusons que la région soit transformée en un Carling bis », crient-ils à nouveau.

Union sacrée ?

Une délégation a été reçue par la sous-préfète, Josette

Michel. Quatre membres de l'ADPSE, qui leur ont remis le discours prononcé devant ses locaux, accompagnés de Daniel Béguin et d'Hubert Duchscher. Le premier a annoncé qu'il allait rencontrer Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre de l'écologie, pour s'entretenir avec elle du dossier. Le second confie : « On demande aux entreprises de

faire des efforts énormes en terme de rejets, et chez nous, on en ajoute... » Au nom du collectif des partis de gauche (plus le Modem), il a exprimé sa position à la sous-préfète. Et se félicite en parallèle que cette mobilisation « ait permis à l'opposition d'agir ensemble ».

Michel LEVILLAIN.